



Revue de presse



Jeudi 20 Juin 2024



Paiements instantanés et différés : Généralisation à toutes les banques



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a supervisé, ce mercredi, au siège du ministère des Finances, la célébration de l'Aïd al-Adha en présence de tous les cadres et responsables du secteur des finances.



Assurances : Le partenariat Sonatrach-CAAR renouvelé

La direction du Groupe Sonatrach vient d'apporter un plus au profit de ses employés permanents. La convention-cadre entre le Groupe Sonatrach et la pionnière des compagnies algériennes d'assurances CAAR, vient d'être renouvelé.

C'est ce qu'indique la Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers Naftal, filiale à 100% du groupe Sonatrach, dans un communiqué mis en ligne sur sa page Facebook. Selon la même source, cette convention porte sur une durée de 3 ans, du 1er juillet 2024 au 31 juin 2027, avec une réduction allant jusqu'à 85% sur l'assurance automobile.



Abdelmadjid Tebboune

«Le citoyen est l'alpha et l'oméga de la République»

L'AADL 3 va plus loin dans la satisfaction des attentes des citoyens.

La dernière année du mandat présidentiel de Abdelmadjid Tebboune est visiblement celle de la moisson de ce qui a été semé dès l'entame de la mission réformatrice d'une Algérie qui en avait grand besoin. Il était clair dès le départ que la demande était politique, économique, mais également et surtout éminemment sociale. Le président de la République qui a fait toute sa carrière professionnelle dans les territoires de l'Algérie profonde a saisi l'urgence et l'importance de cette demande sociale.



Bilan du Fonds de garantie des crédits aux PME

Des résultats encourageants

L'entrée en scène du FGAR marque l'émergence d'une nouvelle ère économique.

Les résultats inscrits par le Fonds de garantie des crédits aux PME, le FGAR, en matière d'accompagnement aux investisseurs, traduisent l'évolution et l'importance de l'engagement des pouvoirs publics à amorcer une nouvelle dynamique économique. Il faut dire qu'avec 4008 entreprises ayant bénéficié de crédits bancaires d'un montant de 339 milliards de dinars, le FGAR est intervenu avec une couverture en garanties financières dépassant 147 milliards de dinars, ce qui a permis de créer 111797 emplois.



Sonatrach, Sonelgaz, Douanes et Protection civile recrutent des jeunes : Les quatre modes d'emploi au Sud

Désormais, l'accès des jeunes des wilayas du Sud à l'emploi local est une réalité. Il a été rendu aisé et accessible. La nouvelle politique d'emploi et de lutte contre le chômage mise en place sur instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a donné des résultats qualifiés de probants en termes de création d'emploi.

Des actions massives de recrutement au profit des jeunes du Sud ont été réalisées, depuis 2020, dans plusieurs secteurs, notamment stratégiques, offrant une stabilité professionnelle mais aussi sécuritaire dans ces régions secouées pendant des années par des manifestations de chômeurs qui revendiquaient le droit au travail, des concours transparents et équitables et l'égalité des chances. Suite à quoi, l'Etat a décidé, en 2020, d'organiser et d'encadrer le marché du travail dans les wilayas du Sud afin d'assurer plus de transparence dans sa gestion.



Pétrole : Le Brent à plus de 85 dollars

Les prix du pétrole flanchaient légèrement, hier, des premières données hebdomadaires mitigées sur les réserves commerciales des Etats-Unis mettant fin à une série de séances haussières.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, perdait 0,25% à 85,12 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en juillet, cédait 0,49% à 81,17 dollars. L'API (Fédération américaine des professionnels du secteur), a fait état mardi d'une augmentation des réserves commerciales de brut d'environ 2,3 millions de barils par jour pour la semaine achevée le 14 juin, et d'une diminution de près de 1,1 million de barils par jour pour l'essence.



Agriculture saharienne : La nouvelle vision

L'agriculture est l'un des secteurs sur lesquels repose la politique économique du pays, telle qu'elle a été tracée dans le programme du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. L'intérêt stratégique du secteur agricole permet d'assurer la sécurité alimentaire et l'autosuffisance en produits agricoles, mais également de contribuer à la croissance économique et la création d'emplois.

Selon l'expert en agriculture, Laâla Boukhalfa, le développement de l'agriculture saharienne représente un axe essentiel de la nouvelle vision, à travers laquelle il est question d'assurer les principales cultures stratégiques grâce à l'extension de la superficie agricole utile.



Dividendes sur les actions cotées à la bourse d'Alger : Des niveaux de rendement avantageux

Bien que très faiblement étoffé en termes de nombre de titres négociés et de volumes d'activité, le marché boursier d'Alger offre néanmoins des possibilités de placements attractifs sur les actions admises à la cote officielle, avec des niveaux de rendement en dividendes à distribuer bien plus avantageux que ceux de l'épargne bancaire classique, tout en étant nets de tout impôt et taxe.

De fait, outre le crédit populaire d'Algérie (CPA) qui, moins de trois mois après la clôture de son opération de vente d'actions en public, prévoit de distribuer un dividende de 125 DA par action dès la tenue de son assemblée générale ordinaire (AGO) le 27 du mois en cours, les autres sociétés cotées devront également offrir des niveaux de rendement avantageux à leurs actionnaires, selon les annonces faites récemment à ce sujet par la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (Cosob).



Relance de l'économie algérienne : Le Crea explique ce qui a changé

En tant que première organisation patronale en Algérie, le conseil du renouveau économique algérien (Crea) met en avant les changements dans l'approche des autorités ces dernières années qui ont permis de relancer l'économie algérienne.

Avec des chiffres de croissance élevés, des ambitions d'atteindre un PIB de 400 milliards de dollars dans quelques années et de passer de la troisième à la première place en Afrique, l'économie algérienne est dans une dynamique assez positive qui s'explique par des décisions prises ces dernières années, selon le DG du Crea, Ali Oumellal.



Secteur gazier algérien : le vieux continent soulagé

L'arrivée en force des pétroliers américains dans le secteur gazier et pétrolier algérien est perçue dans la rive nord de la Méditerranée comme une bonne nouvelle pour le vieux continent qui s'enlise dans une crise énergétique aiguë depuis 2022. Et parce que l'Algérie est une partie de la solution d'une équation très difficile à résoudre, un renfort US ne pouvait-être que rassurant pour l'Europe.

Depuis, le marché gazier algérien était au centre des intérêts des pétroliers occidentaux, italiens, allemands, français dernièrement. Cette fois-ci, ce sont les géants Exxon Mobil et Chevron qui préparent leur entrée en Algérie, et ce, à travers la signature de plusieurs protocoles d'accord avec le groupe public Sonatrach et qui s'ajouteront à la longue liste des sociétés américaines activant dans le secteur des hydrocarbures en Algérie.



Foncier industriel: «Les premiers fruits des nouvelles règles»

«Le foncier industriel a constitué, jusque-là, un handicap insurmontable, une sorte d'équation quasiment insoluble en raison de projets qui n'ont jamais été réalisés malgré l'octroi d'assiettes», a déclaré, hier mercredi, le directeur général du Conseil du Renouveau économique algérien (CREA), Ali Oumellal.

S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, Ali Oumellal a expliqué que le dispositif juridique et réglementaire qui régissait jusque-là le foncier industriel, «était fait d'un ensemble de dispositions éparpillées dans des lois de finances», ajoutant que le souci, aujourd'hui, est de «mettre de la cohérence dans le dispositif régissant le foncier industriel».

خبراء يدافعون عن الإجراءات الحكومية لضبط عملية الاستيراد

احتجاجات الإتحاد الأوروبي على الجزائر غير قانونية!

في مواجهة الاتهامات المتكررة من الإتحاد الأوروبي بفرض قيود على صادراتها نحو الجزائر، يؤكد متخصصون في الاقتصاد أن الإجراءات المتخذة من طرف السلطات الجزائرية الخاصة بضبط عملية الاستيراد مجرد خطوات مشروعة لحماية اقتصادها ومنع النزيف غير المبرر للعملة الصعبة مقابل وجود منتج محلي منافس وذا جودة عالية، حيث أنه ومنذ توقيع اتفاقية الشراكة بين الطرفين سنة 2005، التزمت الجزائر بفتح أسواقها أمام السلع الأوروبية، إلا أن الإتحاد الأوروبي لم يف بوعوده في نقل التكنولوجيا والاستثمار الحقيقي.

وبالموازاة مع مزاعم الإتحاد الأوروبي بشأن وجود قيود حول صادراتها من السيارات والمنتجات الفلاحية نحو الجزائر، كشفت السلطات الجزائرية في مرات سابقة أن الاتفاقية كانت غير عادلة ومجحفة بحقها، وطالبت مرارا بمراجعتها بما يحقق مصلحة متبادلة للطرفين، بعيداً عن الاستيراد العشوائي الذي يضر بالاقتصاد المحلي.



أكدوا بأن إجراءه غير موضوعي .. خبراء:

الاتحاد الأوروبي أخل بالتزاماته مع الجزائر

أكد خبراء، أن إطلاق الإتحاد الأوروبي إجراء لتسوية الخلافات بحق الجزائر، بسبب ما أسماه بفرض قيود على صادراته واستثماراته على أراضيها منذ 2021، غير موضوعي كون الإتحاد هو من أخل بالتزاماته مع الجزائر من خلال عدم تجسيد المشاريع الحيوية، رغم مطالبة الجزائر منذ سنوات بمراجعة الاتفاق وفق مبدأ الندية.

قال المحلل السياسي أبو الفضل بهلولي، في اتصال لـ "المساء" أن الإجراءات المتخذة من قبل الجزائر أساسها القانون الدولي، ولا يوجد أي خرق لأي التزام كون الأمر يتعلق بالضبط الاقتصادي الداخلي للدولة و حماية الاقتصاد الوطني. وأكثر من ذلك تحقيق أهداف التنمية المستدامة للأمم المتحدة والأجندة الإفريقية لعام 2063.

وأضاف أن اتفاقية التعاون أساسها ميثاق الأمم المتحدة ومبادئ التعاون الدولي، لكن هناك خلافا في تنفيذ الاتفاق من طرف الإتحاد الأوروبي، حيث أخل بالتزاماته المتعلقة بنقل التكنولوجيا وإنشاء صناعة حقيقية ، وهو مؤشر على غياب حسن النية و انعدام الثقة مما يؤثر على تنفيذ الاتفاقية الدولية بين الطرفين.

FINTECH ET MOBILE MONEY

Huawei veut accompagner la transformation digitale en Algérie

● L'intégration de ces technologies pourrait non seulement améliorer l'inclusion financière mais également stimuler la croissance économique. L'un des principaux avantages des solutions Fintech et Mobile Money réside dans leur capacité à étendre l'accès aux services financiers à des segments de la population traditionnellement exclus.



PHOTO: UN

Huawei Algérie a organisé, récemment, la troisième édition de sa formation spécialisée destinée aux journalistes, centrée sur les solutions innovantes de Fintech et Mobile Money. Cet événement a réuni des professionnels des médias et leur a permis d'approfondir leurs connaissances et de mieux comprendre les tendances actuelles et les perspectives futures de ces secteurs en pleine expansion. Il a permis une immersion dans les dernières avancées technologiques de Huawei en matière de solution Fintech et de Mobile Money, la formation a permis aux participants de découvrir les solutions innovantes proposées par le constructeur chinois pour transformer le secteur financier en Algérie. Djellouli Sabrina, ICT Solution Manager chez Huawei Algérie, a présenté les solutions de mobile money, ainsi que les technologies mises

en place, soulignant que «la Fintech et le Mobile Money sont des secteurs en constante évolution qui transforment profondément notre manière de gérer et d'accéder aux services financiers, la formation et la sensibilisation des journalistes sont essentielles pour garantir une couverture médiatique précise et informative, qui puisse éclairer le public sur les avantages et les défis de ces technologies». Elle a également partagé son expertise et son analyse sur les défis et les opportunités que présentent ces technologies en Algérie. Selon elle, «les solutions Fintech et Mobile Money représentent une formidable opportunité pour l'Algérie de moderniser son système financier, d'inclure financièrement une plus grande partie de la population et de stimuler l'économie nationale, cependant, nous devons surmonter plusieurs défis, notamment en matière

de réglementation, d'infrastructure et d'éducation financière pour maximiser le potentiel de ces technologies».

INCLUSION FINANCIÈRE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Dans un monde où la technologie ne cesse de transformer les secteurs économiques, les solutions Fintech et Mobile Money émergent comme des vecteurs incontournables de modernisation pour les systèmes financiers. L'Algérie, avec une population de plus de 43 millions d'habitants et un taux de pénétration mobile élevé, se trouve à la croisée des chemins pour embrasser cette révolution numérique. L'intégration de ces technologies pourrait non seulement améliorer l'inclusion financière mais également stimuler la croissance économique.

L'un des principaux avantages des solutions Fintech et Mobile Money réside

dans leur capacité à étendre l'accès aux services financiers à des segments de la population traditionnellement exclus. En Algérie, où une grande partie de la population reste non bancarisée, ces technologies offrent une opportunité unique de démocratiser l'accès aux services financiers. En facilitant les paiements, les transferts d'argent et l'épargne via des plateformes mobiles, les Fintech peuvent significativement réduire le fossé financier et économique entre les régions urbaines et rurales.

Malgré les opportunités prometteuses, l'adoption des solutions Fintech et Mobile Money en Algérie n'est pas sans défis. L'un des principaux obstacles réside dans le cadre réglementaire. Il est crucial que les autorités mettent en place un environnement réglementaire favorable, assurant la sécurité et la protection des consommateurs, tout en encourageant l'innovation. Par ailleurs, le développement des infrastructures technologiques, notamment l'accès à Internet et la couverture mobile, est essentiel pour garantir le succès de ces initiatives. L'adoption des solutions Fintech et Mobile Money en Algérie, bien que prometteuse, se heurte à des défis significatifs, notamment la résistance au changement et à l'évolution des mentalités. De nombreux Algériens sont habitués à utiliser des méthodes traditionnelles pour leurs transactions financières, telles que l'argent liquide. Changer ces habitudes demande du temps et des efforts considérables. Il est également utile d'examiner des exemples de succès dans d'autres pays similaires pour comprendre comment ils ont surmonté la résistance au changement. Au Kenya par exemple, l'adoption massive de M-Pesa, une plateforme de Mobile Money, montre comment une approche bien planifiée et soutenue par des politiques gouvernementales peut transformer l'économie d'un pays.

Kamel Benkhadi

SITUATION DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE

Les perspectives optimistes de la Coface

Le baromètre risque pays et climat des affaires de la Coface maintient la note C pour l'Algérie, tout en classant son économie parmi les pays africains connaissant une dynamique économique positive en Afrique et devant «surperformer» en 2024. Dans l'analyse de l'économie du pays, la Coface prévoit des perspectives économiques robustes mais qui restent incertaines, en raison de la forte dépendance aux hydrocarbures. «En 2024, la croissance économique devrait rester soutenue, même si la production de pétrole reste limitée par le même quota OPEP de 1 million de barils/jour, tandis que le prix moyen du pétrole devrait se stabiliser. Le secteur gazier poursuivra son expansion grâce à la forte demande des pays européens qui cherchent toujours des sources d'énergie alternatives au gaz russe, en multipliant les projets d'investissement dans le gaz naturel liquéfié, notamment», indique l'analyse de la Coface en prévoyant également un rebond de la production agricole (9%) dans l'hypothèse d'un retour à une pluviométrie normale.

Toutefois, la Coface déplore la forte dépendance à l'égard des hydrocarbures qui risque de compromettre les perspectives économiques. «Malgré la poursuite des subventions, la consommation privée restera faible, en raison de la perte de pouvoir d'achat liée à la persistance

de l'inflation», note le même baromètre en précisant que même si les tensions sur les prix s'atténueraient progressivement, l'augmentation des volumes d'importation de blé et la hausse des prix contribueront à maintenir l'inflation bien au-dessus de l'objectif de 3,5% de la Banque d'Algérie. Selon la Coface, la BA devrait «maintenir une politique monétaire accommodante (taux directeur à 3%), afin de redynamiser la consommation privée et de s'assurer que le coût de financement du déficit budgétaire reste faible.

La Coface prévoit également qu'en raison des prochaines élections, le rythme soutenu du volume des dépenses publiques sera maintenu. «Avec des recettes d'hydrocarbures en baisse par rapport à 2022 et des dépenses publiques en hausse (38% du PIB), le déficit budgétaire de 2023 s'est considérablement creusé», indique le même document en prévoyant un creusement du déficit budgétaire pour 2024 avec 113 milliards de dollars de dépenses publiques. «Avec son faible niveau d'endettement extérieur et sa réticence historique à solliciter l'aide étrangère pour financer son déficit public, l'Algérie continuera de s'appuyer fortement sur le financement monétaire via la Banque centrale, ainsi que sur les réserves de change». Ces dernières devront couvrir

12 mois d'importations en 2024 et permettre à la Banque d'Algérie de soutenir la valeur du dinar.

Revenant sur le niveau du solde extérieur de l'Algérie, la Coface remarque une «trajectoire sensible à la volatilité des prix mondiaux de l'énergie et à la capacité d'exportation de gaz». «L'excédent du compte courant s'est réduit en 2023, en raison de l'érosion des volumes et des prix des exportations d'hydrocarbures. En outre, la facture des importations a augmenté, en raison de la levée partielle des restrictions, notamment sur les véhicules à moteur, et de l'augmentation des importations de services estimée à +4,4% en 2023», analyse l'assureur en notant que malgré l'amélioration des capacités de production de gaz, la poursuite de l'érosion de son prix, l'absence de reprise franche des cours du pétrole et la pression sur les importations, l'excédent du compte courant continuera de baisser. Ceci, et de prévoir un faible flux des IDE (0,8% du PIB), malgré les mesures incitatives, à l'exception du secteur du gaz. La Coface estime, par ailleurs, que dans un contexte de tensions économiques importantes, les autorités algériennes devraient renforcer leur soutien à la population et aux entreprises, en augmentant les subventions et les investissements publics.

Nadjia Bouricha

الاتحاد الأوروبي تصحج بتسوية خلافات تجارية لوأد مطلب مراجعة اتفاق الشراكة الجزائري ليست سوق "البازار"

تتسارع الأحداث بين ضفتي المتوسط، الجزائر من جهة، و"كتكتلات" في الاتحاد الأوروبي من جهة أخرى، متجهة نحو البحث عن أرضية مشتركة لطي صفحة الخلافات المتعلقة بالجوانب التجارية في اتفاقية الشراكة المبرمة بين الجانبين في 2002.

بما تحقق من تغييرات في التهنيات (بإستثناء البعض) في الإدارة الاقتصادية والمالية، ومجيء لاعبين جدد للسوق من مناطق جغرافية أخرى كانت محل محاصرة من طرف اللوبيات المضمحلة بفضل إزادة الشعب في التغيير وتفض الغبار والتشهير على سواعد أبناء وبنات الجزائر، الأمر الذي أخرج أسنة المناوئين للتغيير الوطني، وأبعد الطفيليين من وكلاء أصحاب المصالح المشبوهة وأجندات الاستعمار الجديد.

ج. ب

الجزائر صواب الرؤية وتجاعتها في الدفاع عن مصالح الاقتصاد الوطني، وحركت الدواليب التي أكلها الصدا بفعل تواطؤ العصابات التي تداولت على الإشراف على الملف الاقتصادي مقابل أطماع سياسية في البقاء والتعمير في السلطة لأطول فترة ممكنة، ما أدى لانتهيار العزائم وتمكن اليأس من نفوس الشباب والنخب والكفاءات الوطنية وتفسير الأنمغة ودفعها للهجرة والافتراق.. لقد عادت الروح إلى المصانع، وهيت الكفاءات مسلحة بالأمل والتفاؤل

جلال بوعاتي

● تنظر الجزائر إلى هذه المسألة من زاوية حماية المصالح العليا، ووجوب انتقال الطرف الأوروبي إلى مرحلة جديدة من التعامل وفقا لمبدأ الندية والبراغماتية، بدلا من اعتبار الجزائر سوق "البازار" الذي يلتهم كل ما تنتجه مصانع أوروبا أو يصدر بالوكالة عن أطراف غير أوروبية عبر موانئ مرسلها وهنسيا.

لقد أبانت السياسة المنتهجة من طرف

مراجعة اتفاق الشراكة

أوروبا تسعى لتكريس مبدأ رابح - خاسر

يكن، مثلما تم تصويره عادة التوقيع عليه في 2002 ودخل حيز التنفيذ في 2005، بأنه يرمي للحوار السياسي والتعاون والشراكة الاقتصادية بين الطرفين، لكنها ظلت مجرد أهداف على الورق، لأن ما جرى في الواقع أن السلع الأوروبية دخلت إلى السوق الوطنية وغاب فيه الاستثمار.

فالاتفاقية التي دخلت حيز التجسيد عام 2005 خضعت إلى تقييم عدة جهات رسمية وغير رسمية، ومنها دراسة قامت بها الكنفدرالية الجزائرية لأرباب العمل المواطنين في عام 2020 وتوصلت إلى أرقام مغزعة حسب ما اطلعت عليه "الخبر".

لقد باعت الدول الأوروبية بضائع إلى الجزائر بقيمة إجمالية تبلغ 320 مليار يورو في ظرف 15 سنة فقط (، في المقابل لم تتجاوز صادرات الجزائر نحو المجموعة الأوروبية 14 مليار يورو في الفترة ذاتها !!)

وقد يدفع هذا التحرك الأوروبي الجزائر إلى تسريع عملية المراجعة لهذا الاتفاق الذي وقع وفقا لمنطق التفاوض الفردي مع دول شمال إفريقيا من جهة، وفي ظل هشاشة كبيرة كانت الجزائر تعيشها عادة بدء التفاوض بشأنه.

ح. أ



ح. أحمد

● هل يسعى ساسة الاتحاد الأوروبي إلى تعميق القضايا الخلافية مع الجزائر حينما اختاروا هذا التوقيت من أجل الاعتراض على التدابير المعتمدة من قبل السلطات العمومية في مجال ضبط التجارة الخارجية فتحركاتهم الأخيرة تتناقض مع مساعي الجزائر للحفاظ على علاقات تعاون مع المؤسسة الأوروبية التي يبدو أنها لم تعد تثمن مكانة الجزائر كشريك ومتمون مسوق لاحتياجاتها الطاقوية وخياراتها السيدة في مبادلاتها التجارية.. وهل الكيان الأوروبي صانق حينما رفع ورقة "الدفاع عن المستهلك الجزائري"؟

الاتحاد الذي أعلن انبهازه لحكومة مدريد في قضية سياسية بحثة في وقت قريب، عاد اليوم ليلوح بصفوفات على الجزائر في خياراتها لإعادة التوازن لمواردها واحتياطياتها النقدية من جهة وتوجيهها لمعالجة مكاسم الخلل في مبادلاتها التجارية الخارجية، ومما أضغى الكثير من الرربة على خرجة الاتحاد الأخيرة التلويح الأخير الذي يكون مديروسا بعناية - قبيل الانتخابات الرئاسية المسبقة - لسرد على توجه الحكومة الجزائرية نحو إعادة تقييم بنود اتفاق الشراكة مع الاتحاد

الأوروبي، يُندأ بُندا، وفق نظرة سيادية ومقاربة (رابح-رابح) على اعتبار أن المستفيد الوحيد من اتفاق الشراكة كان الاتحاد الأوروبي لقربا عقدين.

فرغم التزام الجزائر بعلاقات تعاون جيدة مع المؤسسات الأوروبية (منذ بداية الحرب في أوكرانيا على وجه الخصوص) لم يمنعها ذلك من المطالبة بإعادة تقييم الاتفاقية التي كانت لها تداعيات وخيمة على نسبة الاندماج في المشاريع التي استثمرت فيها شركات الاتحاد، كما أنها لم تفض إلى تحويل ملموس للتكنولوجيا.

تفضيلية، تحفيزات ضريبية وإسقاط للتعريفات الجمركية التي فتحت الباب واسعا أمام السلع الأوروبية النهائية من ولوج السوق الجزائري، بل قضت تلك الاتفاقية، من ناحية أخرى، على بعض القطاعات الناشئة والنسيج الصناعي والكثير من الأنشطة التي فأتتها فرص الإنعاش والصمود بفعل ضعف تنافسيتها.

وتشار أيضا أسئلة حول الظرفية لتحريك هذا الملف، ولماذا جاء بعد نحو عامين من طرح اتفاق الشراكة على طاولة النقاش لمراجعة بنوده "بندا" مثلما دعا الرئيس تبون لذلك في وقت سابق كأمر مشروع قانونا ومطلوب سياسيا، من باب أن الاتفاق بعد قرابة 17 سنة من سريانته، لم يكن نثير شؤم على اقتصاد الجزائر فحسبه، بل لم



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger